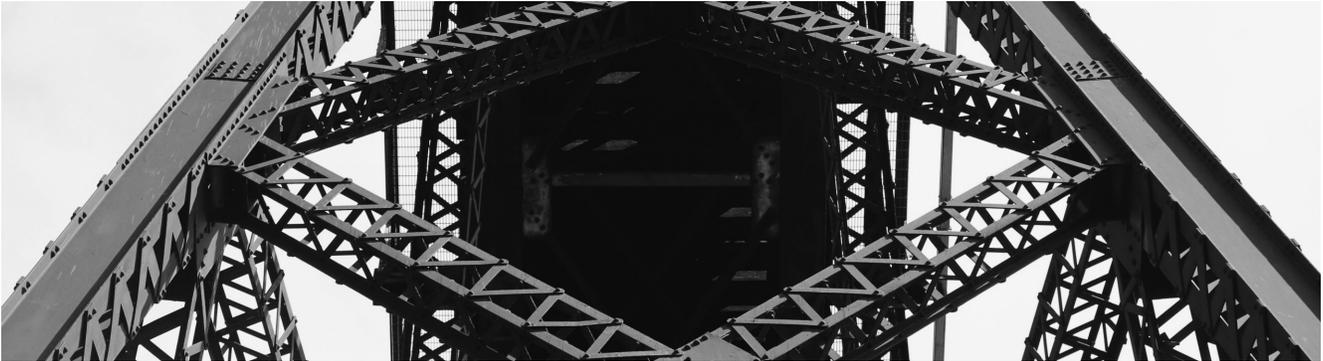


Recyclage des biens publics



Histoire

Le «Recyclage des biens» est un nouveau terme pour décrire la «corporatisation», la «marchéisation» et la privatisation des biens publics.

Le «recyclage» d'un bien se produit lorsqu'un gouvernement, une société ou une banque vend ses biens matériels, ou les offre à titre de garantie d'emprunt, pour obtenir de l'argent qu'elle souhaite investir dans de nouvelles immobilisations.

Recyclage des biens publics

Le recyclage des actifs peut prendre diverses formes et inclure ou être connu sous le nom de :

- Privatisation partielle
- Monétisation des actifs publics
- Désinvestissement (partiel)
- Refinancement hypothécaire
- Endettement externe

Le concept de la valeur de «recyclage» des biens détenus est issu des années 1980 dans le secteur financier, lorsque les compagnies mues par l'endettement cherchaient de nouveaux mécanismes d'investissements. Les gouvernements de droite ont commencé à appliquer des politiques

de recyclage des biens au milieu des années 1990 en Europe et en Inde pour réformer les économies de bien-être. Les régimes de retraite et autres fonds de capital du financement privé favorisent le recours à ces types de privatisations partielles à titre de possibilités d'investissement sûr.

Le recyclage et l'échec des mécanismes de privatisation

Le recyclage des biens est vanté comme un moyen facile pour les gouvernements d'obtenir plus d'argent à investir dans de nouveaux projets d'immobilisations sans augmenter les impôts. L'argent est trouvé en utilisant un système semblable aux mécanismes de financement par emprunt du secteur privé que les compagnies utilisent pour contracter une dette qui leur permet d'investir dans de nouveaux projets d'immobilisations productifs.

Le recyclage des biens exige l'établissement d'un bassin d'investissements ou d'un fonds fiduciaire pour les infrastructures en utilisant l'argent des ventes des biens publics. Ces bassins d'argent ou d'immobilisations sont gardés en réserve des budgets publics ordinaires pour servir de garantie pour emprunter des fonds destinés à des projets d'immobilisations précis.

LE POINT

L'idée de base est que ces nouveaux projets d'immobilisations vont produire un rendement financier ou réaliser des économies pour le gouvernement et que ces revenus ou ces économies serviront ensuite à rembourser la dette. De manière très semblable à ce que font les sociétés du secteur privé, lorsque l'argent revient dans le bassin d'investissements ou que les projets d'immobilisations sont terminés, le bassin d'investissements sert encore de garantie pour emprunter, ou il est recyclé, en vue d'autres projets d'immobilisations.

En théorie, la dette générée par le recyclage des biens est remboursée par l'entremise des gains d'efficacité réalisés par les partenaires du secteur privé ou par l'augmentation des revenus publics produite par l'augmentation de la croissance économique. Mais si cela peut fonctionner dans le secteur privé, cela ne fonctionne pas pour les gouvernements. Contrairement au secteur privé, les gouvernements qui recyclent leurs biens n'utilisent pas cette dette pour investir dans des projets d'immobilisations productifs ou générateurs de revenus.

La seule manière dont ces gouvernements pourraient générer des revenus ou réaliser des économies dans ce modèle est en exerçant une pression à la baisse sur les salaires et les avantages sociaux des travailleurs du secteur public ou en imposant des frais aux usagers du secteur privé. Les partisans diront que ces investissements peuvent générer de la croissance économique qui augmentera les recettes fiscales, mais ils admettent quand même ouvertement que cela ne suffira pas à compenser la valeur perdue dans la vente des biens.

De plus, les infrastructures routières et les autres infrastructures de transport, qui sont l'une des principales cibles d'investissements dans de nouveaux projets d'immobilisations, ne peuvent pas être «recyclées» à l'avenir. L'entretien des routes coûte plus cher que les revenus qu'elles peuvent générer, à moins d'exiger des taux de péage

élevés. Les investissements dans les routes par l'entremise du recyclage des biens ne sont en réalité qu'un processus de privatisation en une étape.

Recyclage des biens publics

Les domaines pouvant être touchés par le recyclage des actifs incluent :

- L'infrastructure de l'eau
- L'infrastructure des eaux usées
- Les services d'électricité
- Les routes à péage
- Les ports
- Les édifices à bureaux publics
- Les sociétés d'État
- Les infrastructures de la Société des alcools
- Les infrastructures de la défense

En pratique, le recyclage des biens est semblable à d'autres mécanismes de privatisation, comme les partenariats public-privé, qui coûtent plus cher aux gouvernements et aux citoyens que les investissements publics classiques financés par le recours à l'emprunt.

L'intérêt public plutôt que les frais et la dette

La gestion des biens et des services publics repose sur des modèles différents des activités commerciales. Par exemple, les partisans du recyclage des biens affirment que les gains d'efficacité viennent de la participation du savoir-faire du secteur privé à la réforme et à la modernisation des institutions publiques.

Les études de la privatisation partielle des biens et des services publics ont révélé que les gains d'efficacité réalisés grâce à la participation du secteur privé sont négligeables. La prestation des services publics exige qu'il y ait des individus pour fournir ces services, mais après des années de

compressions dans les services publics, les travailleurs ont atteint la limite.

S'il n'est pas possible de réaliser des gains d'efficacité, les partisans du recyclage des biens doivent alors se fier à la baisse des salaires des travailleurs du secteur public pour payer leurs mécanismes de privatisation.

Les contribuables payent plus pour la privatisation

Le recyclage des biens a été introduit récemment en Australie par le gouvernement Abbot de droite. La loi du gouvernement Abbot incite à la privatisation des biens publics. Le projet de loi australien incluait un «bonbon» de 15 % en plus du prix de vente du bien pour convaincre les États et les municipalités de participer au recyclage des biens publics.

Le Sénat australien ne s'est pas laissé berné par la propagande simpliste autour du projet de loi et a vidé de sa substance la loi du gouvernement conservateur sur le recyclage des biens. Le Sénat est même allé jusqu'à rebaptiser le projet de loi «Encourager la privatisation» [traduction] pour mieux en refléter l'intention.

Le Sénat australien a conclu que payer pour la vente de biens publics, qui sont utiles, dans le but d'équilibrer le budget à court terme ne servirait pas l'intérêt public.

Rapport du centre Mowat sur le recyclage des biens

Le recyclage des biens a capté pour la première fois l'attention des décideurs de l'Ontario à la publication, plus tôt en 2014, du rapport du centre Mowat qui portait sur le recyclage des biens

de l'Ontario et un nouveau cadre de gestion des finances publiques, intitulé en anglais «Recycling Ontario's Assets: A New Framework for Managing Public Finances».

Le rapport du centre Mowat énonçait que «le manque de savoir-faire commercial» du gouvernement est l'un des principaux problèmes de sa gestion courante des biens. Bien que la compréhension des pratiques commerciales par le gouvernement soit un atout évident, celui-ci doit gérer ses biens dans l'intérêt public. Dans la plupart des cas, la gestion à caractère commercial du secteur privé serait contraire à l'intérêt public.

Les autres problèmes avec la gestion des biens publics décrits dans le rapport du centre Mowat sont du genre que l'on veut s'infliger par idéologie budgétaire ou ils concernent des aspects que la plupart ne considéreraient pas du tout comme des problèmes. Il s'agit par exemple d'années de réductions des impôts ou d'opposition aux formes classiques d'emprunts d'État. Par exemple, le rapport décrit ce qui suit pour en appeler à la réforme:

- Le manque d'argent pour investir dans de nouveaux projets d'immobilisations.
- La difficulté à réunir du capital privé pour des projets publics.
- Le manque de plans stratégiques à long terme.
- Les règles budgétaires et fiscales qui entravent la privatisation.
- Le fait de ne pas connaître la vraie valeur d'un bien public sur le marché privé.
- La pression des intervenants comme les syndicats et la population.
- L'absence de cadres d'évaluation rigoureux à cause du manque de savoir-faire du secteur privé.
- Le bassin limité de possibilités d'investissements sûrs pour les caisses de retraite.

Le rapport du centre Mowat examine l'exemple australien de recyclage des biens, mais il exclut les exemples du Royaume-Uni, de l'Australie,

de l'Indonésie et de l'Inde, où les privatisations partielles n'ont pas été à la hauteur des avantages promis. De nombreux exemples ignorés par le rapport montrent que les ventes de biens ne garantissent pas de générer la quantité de capital souhaitée; elles ne réduisent pas non plus le risque pour le secteur public; et elles ne produisent pas le genre de gains d'efficacité promis. Dans bien des cas, la gestion publique de l'infrastructure n'est pas aussi inefficace qu'on veut bien le faire croire, et le rendement obtenu de la vente est par conséquent beaucoup moins élevé que prévu, ce qui engendre des coûts plutôt que des économies pour la population.

Les motifs invoqués dans le rapport pour agir maintenant, comme les faibles taux d'intérêt, sont également des raisons pour le gouvernement de recourir à des formes d'emprunt plus classiques et qui coûtent moins cher.

Tiré du Rapport Mowat:

La capacité d'un acheteur d'acquérir un monopole d'état (ou une entité exploitée sous un régime protégé) fait augmenter la valeur de l'actif (et le cours acheteur).

Le rapport met également en valeur quelques-unes des raisons pour lesquelles les sociétés pourraient vouloir acheter des biens publics ou y investir, incluant le fait que de nombreux services publics fonctionnent en monopole. Donc, en faisant d'une part la promotion du recyclage des biens comme moyen de réaliser des gains d'efficacité par la participation du secteur privé, le rapport du centre Mowat vante d'autre part le recyclage des biens auprès des sociétés privées en leur disant qu'elles auront l'avantage de voir moins (pas plus) de forces du marché restreindre leurs profits. Il est contradictoire et inexact de dire que les monopoles publics coûtent plus cher aux consommateurs et aux contribuables que les monopoles privés et que la concurrence stimulera les gains d'efficacité dans des secteurs de monopole naturel comme les services publics du secteur de l'énergie.

Exemple de la vente des biens de la Colombie-Britannique

Le rapport de 2014 du vérificateur général de la Colombie-Britannique met en valeur comment le gouvernement libéral de la province a équilibré son budget avec des ventes records de 601 millions de dollars de biens publics. Le vérificateur général de la province a déclaré qu'il n'y a pas de revenus à obtenir après la conclusion des ventes. Cela revient à voler les budgets futurs pour équilibrer le budget courant. De plus, dans la plupart des cas de ventes partielles de biens, c'est encore l'État qui va assumer les coûts futurs d'entretien et de mise à niveau.

Le recyclage des biens est semblable à ces ventes de biens en ce sens qu'il vole les budgets futurs pour équilibrer le budget courant et que le gouvernement abandonne une partie de sa capacité de générer des revenus et de faire de la régulation. Le rapport du vérificateur général de la Colombie-Britannique met également en valeur comment les PPP (semblables au recyclage des biens dans leurs rapports avec la privatisation) ont augmenté les coûts d'emprunt (taux d'intérêt) de 4 % à 7,5 %. À la fin, cela signifie qu'il aurait été beaucoup moins coûteux d'emprunter par l'entremise des mécanismes classiques d'allègement de la dette publique pour construire des infrastructures publiques.

Le recyclage des biens n'est qu'un autre mécanisme concocté par les banquiers et les gouvernements désespérés de dissimuler les échecs passés de la politique de privatisation néo-libérale. Il existe d'autres solutions moins coûteuses et plus efficaces qu'il est temps de commencer à utiliser.